

Syrie : « L'offensive turque profite au président Erdogan, mais aussi à Bachar al-Assad et Vladimir Poutine »

Le retrait des troupes américaines et l'offensive turque lancée le 9 octobre dans le nord-est de la Syrie ont remis le dossier syrien au cœur de l'actualité internationale. Esseulés, les Kurdes se tournent vers le régime de Bachar al-Assad, alors que la Russie renforce sa position. Décryptage avec Jordi Tejel Gorgas, historien spécialiste de la question kurde.

Les Forces démocratiques syriennes, composées d'environ 70 % de Kurdes, n'ont pas attendu longtemps avant de sceller une alliance secrète avec Damas afin de contrer [l'invasion turque](#). Après avoir lancé leur offensive militaire – qui a déjà causé en une semaine plusieurs centaines de morts et fait près de 300 000 déplacés –, les troupes d'Erdogan se trouvent désormais prises entre cette nouvelle alliance, le revirement du [président américain Donald Trump](#) – initialement consentant, avant de changer d'avis et d'annoncer des sanctions contre plusieurs ministres turcs –, ainsi que l'embargo sur les armes décidé par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Turquie et Syrie devront donc choisir entre l'affrontement ou la négociation. La Russie, déjà un acteur majeur dans le conflit syrien, s'impose déjà comme médiatrice entre son allié turc d'un côté, son protégé syrien et les Kurdes de l'autre, analyse Jordi Tejel Gorgas.

Jeune Afrique : Comment interprétez-vous le changement de position des Américains ?

Jordi Tejel Gorgas : Les sanctions ne changeront pas la position turque, chose que [le président Recep Tayyip Erdogan](#) a déjà souligné. Cela pourrait peut-être obliger la Turquie et la Syrie à négocier pour évoquer plusieurs points clés : leur frontière commune, et donc la place du mouvement kurde ; les quelque trois millions de réfugiés syriens présents en Turquie, dont Erdogan veut se débarrasser ; ainsi que la situation à Idlib, la dernière enclave rebelle dans le nord-ouest syrien, prise entre les frappes russes et syriennes d'un côté et la frontière turque fermée de l'autre.

N'oubliez pas que le retrait américain est une victoire pour Trump dans [la perspective de l'élection présidentielle de 2020](#), le départ des troupes étant une promesse majeure de sa campagne de 2016. Mais les États-Unis peuvent regretter cette décision, car elle ouvre des perspectives de régénération de [l'organisation État islamique](#), ainsi qu'une montée de l'influence iranienne dans la région.

Face à l'avancée turque, les Kurdes ont fait appel à Damas, qui progresse sur le territoire qu'ils contrôlaient. Comment pourrait-on expliquer le rapprochement entre les Kurdes et le camp du [président Bachar al-Assad](#) ?

Depuis 2012, il y a une sorte d'entente tacite entre le régime Assad et le Parti de l'union démocratique (PYD), mais pas avec les Kurdes en général. Jusqu'en 2012, il y avait une quinzaine de partis kurdes en Syrie. Quand la révolte a commencé contre le régime de Bachar al-Assad, la majorité de ces formations sont restées neutres.

Le PYD s'est, lui, démarqué, en déclarant qu'il ne soutiendra pas les manifestations. Cela lui a valu la confiance de Damas, alors que la majorité des chefs politiques kurdes vivent en exil. Avec le consentement tacite du régime et l'aide du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation armée kurde interdite en Turquie, le PYD a pris le contrôle d'une partie du nord-est syrien.

Ils ont créé une milice armée, [les Unités de protection du peuple – les fameux YPG](#) –, s'assurant le monopole de la représentation du camp kurde. Il ne faut pas pour autant faire de confusion : tous les Syriens kurdes n'adhèrent pas aux idées du PYD. En revanche, la majorité d'entre eux admettent que le PYD – et son corollaire des YPG, formant, à partir de 2015, avec des arabes et des chrétiens, les Forces

démocratiques syriennes – était la seule force kurde en mesure de contrer l'offensive du groupe État islamique.

Quel est l'élément déclencheur de cette invasion, et pourquoi les Turcs ont-ils décidé de réagir le 9 octobre ?

Tout comme Donald Trump, le président turc Recep Tayyip Erdogan était en difficulté après des revers électoraux, notamment lors du scrutin municipal d'avril. L'AKP, le parti d'Erdogan, a perdu Istanbul mais aussi la capitale politique, Ankara, pour la première fois depuis vingt-cinq ans. Le chef de l'État était également en perte de popularité à cause de la situation économique du pays. Avec cette opération, il cherchait probablement à retrouver le soutien de la population, et en cela l'opération est pour le moment une réussite.

D'après vous, qui bénéficie de ce revirement de situation ?

Damas profite de l'offensive turque. En effet, celle-ci oblige les Kurdes à se replier et à faire appel au régime syrien, qui gagne à nouveau du terrain, et a notamment reconquis [Raqqqa, l'ancienne capitale de l'État islamique](#). Il reprend aussi des territoires stratégiques le rapprochant du réseau routier stratégique (l'autoroute M4) qui relie le nord-ouest au nord-est du pays, et qui est un axe essentiel car il connecte Lattaquié à la frontière irakienne, en passant par Alep et Kameshli.

Les Turcs sont également gagnants car ils ont mis fin, en tous cas pour l'instant, à la coopération entre le PYD et les États-Unis. Ils ont également pris le contrôle de bastions kurdes situés à leur frontière, comme Ras al-Aïn et Tall Abyad.

La Russie en bénéficie également car les Américains se retirent, ce qui permet à Moscou de renforcer son influence dans la région. Deuxièmement, le retour en force du régime de Bachar al-Assad, allié du Kremlin, est une bonne nouvelle pour [Vladimir Poutine](#). Finalement, les Russes conduiront les négociations entre Syriens et Turcs, et auront leur mot à dire dans les prochaines étapes du conflit.